

rable accordé à la résolution considérablement modifiée indique combien l'intervention du ministre a été heureuse.

Si l'ONU doit servir les nobles fins qui ont motivé sa création, il est souverainement important de s'unir en présence d'une menace mondiale à la liberté. Quelle autre attitude le Canada aurait-il pu prendre? Notre pays ne s'est pas rallié aux États-Unis, comme d'autres le prétendent, parce qu'il n'y avait pas autre chose à faire. Dans le magistral discours qu'il a prononcé à l'ONU le ministre a qualifié la résolution de prématurée et peu sage. Cependant, ces réserves faites, il ne s'est pas montré illogique quand il a déclaré que le Canada appuierait la résolution parce que notre pays ne pouvait pas s'opposer au paragraphe qui qualifiait la Chine communiste d'agresseur.

Ne mettons pas l'erreur fatale de croire que l'agression se répandra davantage parce que nous savons faire face aux réalités de la situation mondiale. Si nous réglons nos problèmes et si nous écartons la confusion non par voie de négociations mais par la force opposée à la force, nous devons nous armer le plus complètement possible non seulement au point de vue militaire mais aussi au double point de vue spirituel et moral.

Nous avons fait connaître très clairement notre attitude au gouvernement communiste chinois. Dans son esprit et dans l'esprit des Russes, nous n'avons laissé aucun doute que la période d'apaisement était révolue, nous rendant compte que l'apaisement engendre l'agression même qu'il cherche à arrêter. Désormais, nous nous proposons de fonder nos efforts sur la force.

Si le gouvernement chinois réagit contre la résolution en tant que chinois plutôt qu'à titre de communiste, il estimera que la condamnation comporte une humiliation. Ce sera un coup porté à sa fierté. C'est sérieux, mais ce n'est pas insurmontable. On peut lui faire comprendre que le fondement même sur lequel reposent les Nations Unies a rendu nécessaire un tel geste de la part des soixante nations qui y sont représentées. D'autre part, si les Chinois réagissent en tant que communistes,—et il semble qu'il en soit ainsi,—ils crieront et fanfaronneront, ils proféreront des menaces un bon jour et changeront de ton le lendemain, selon ce qui fera le plus leur affaire.

Les communistes chinois doivent fort bien s'apercevoir qu'ils n'atteindront pas leurs fins par la force. S'ils veulent obtenir un siège aux Nations Unies,—et c'est ce qu'ils désirent par-dessus tout,—s'ils veulent remplacer le segment nationaliste pygméen qui les représente en ce moment, ils ne peuvent y arriver qu'en réglant le problème de la Corée et les autres questions d'extrême Orient sur

une base acceptable pour eux et le monde démocratique. Quand le moment viendra de révoquer la résolution de censure et d'admettre la Chine dans le concert des nations, nous agirons évidemment en conséquence.

Nous, parlementaires, sommes en assez bonne posture car nous pouvons, pour ainsi dire, deviner l'intention du Gouvernement après coup et être sages après coup. Après que le Gouvernement a pris une décision, nous sommes en mesure de la juger. J'ai déjà dit que notre grande force réside dans notre unité. Cette question a été pleinement discutée. La discussion a été complète et, selon moi, une discussion c'est une chose et voter, c'est autre chose. Après tout, les divergences de vues des députés à propos de la ligne de conduite exposée dans le projet d'amendement sont bien petites. Il me semble qu'on ne devrait pas les exagérer ni les faire paraître pires qu'elles ne sont. J'espère que, le moment venu, nous saurons éviter une mise aux voix sur ce projet d'amendement.

Je passe à une autre question découlant de la déclaration formulée hier par le ministre de la Défense nationale (M. Claxton). Claire, concise et persuasive, elle indiquait ce que sera peut-être le monde de demain, du point de vue canadien. Le ministre a souligné que nous nous sommes engagés, en vertu du Traité de l'Atlantique-Nord, à faire notre part dans la cause commune et que nous resterons unis. Il a expliqué que nous enverrons des troupes canadiennes servir dans l'armée européenne que commandera le général Dwight Eisenhower. Dans cette aventure, nous serons des associés égaux. Il nous faudra donc ensuite unir nos efforts à ceux des autres en vue de résoudre le problème si épineux de l'Allemagne et du réarmement allemand. C'est la première fois qu'on demande l'aide du Canada en vue de la solution du problème allemand, qui, loin d'être nouveau, s'est posé à des générations successives. Depuis que je suis adulte, nous avons soit combattu, soit armé l'Allemagne.

Les décisions devront être prises en tenant compte de la séparation entre le monde occidental et le monde oriental, séparation qui se fait vraiment sentir, malheureusement, et qui doit inspirer toutes nos conceptions sur le plan international. Deux aspects importants du problème du réarmement de l'Allemagne nous retiennent: la nécessité d'un tel geste et le danger qu'il présente. Parlons tout d'abord de sa nécessité. On peut invoquer de bons arguments en faveur du réarmement de l'Allemagne, lequel du point de vue militaire est malheureusement nécessaire. Il faut cependant y aller avec la plus grande prudence, gardant frais à la mémoire le souvenir